

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sophie Antaya, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Boischatel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 2 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de Boischatel,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Boischatel (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Boischatel au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Boischatel inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

GARIÉPY, GRAVEL, LAROUCHE, BLOUIN, CPA S.E.N.C.R.L.

Par Nicole Roy, CPA auditrice

Québec, le 2 juin 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	16 260 967	16 383 318	15 264 993
Compensations tenant lieu de taxes	2	104 746	104 969	100 291
Quotes-parts	3	541 052		525 858
Transferts	4	996 242	2 927 830	2 905 722
Services rendus	5	1 951 797	2 314 134	2 126 720
Imposition de droits	6	667 700	1 252 306	920 837
Amendes et pénalités	7	42 100	31 307	36 137
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	249 096	348 125	264 913
Autres revenus	10	2 643	3 379 683	605 364
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	20 816 343	26 741 672	22 750 835
Charges				
Administration générale	14	2 222 003	2 162 710	2 098 783
Sécurité publique	15	3 035 866	3 106 678	2 796 867
Transport	16	5 505 995	5 465 271	5 323 538
Hygiène du milieu	17	4 972 512	4 533 192	4 960 749
Santé et bien-être	18	16 000	13 585	10 777
Aménagement, urbanisme et développement	19	767 224	1 003 697	629 527
Loisirs et culture	20	4 607 285	4 773 781	4 115 213
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 389 353	1 318 907	1 579 825
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	22 516 238	22 377 821	21 515 279
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(1 699 895)	4 363 851	1 235 556
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		58 274 468	58 212 262
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		1 173 350	
Solde redressé	28		59 447 818	58 212 262
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		63 811 669	59 447 818

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 771 309	
Débiteurs (note 5)	2	16 799 175	17 754 424
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	18 570 484	17 754 424
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		480 652
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 000 000	4 401 147
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 972 612	2 053 960
Revenus reportés (note 11)	12	669 908	655 658
Dette à long terme (note 12)	13	38 731 682	41 077 138
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	104 200	55 100
Autres passifs (note 14)	15		
	16	46 478 402	48 723 655
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(27 907 918)	(30 969 231)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	90 883 074	89 782 841
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	605 299	401 449
Stocks de fournitures	20	216 152	220 767
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	15 062	11 992
	23	91 719 587	90 417 049
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	63 811 669	59 447 818
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	63 811 669	59 447 818
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	63 811 669	59 447 818

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(1 699 895)	4 363 851	1 235 556
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	6 908 331)(	8 346 790)
Produit de cession	3			121 500
Amortissement	4		5 318 474	4 841 289
(Gain) perte sur cession	5			(121 500)
Réduction de valeur / Reclassement	6		489 624	(1 178)
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(1 100 233)	(3 506 679)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(203 850)	
Variation des stocks de fournitures	10		4 615	1 032
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(3 070)	1 698
	13		(202 305)	2 730
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(1 699 895)	3 061 313	(2 268 393)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(32 142 581)	(28 700 838)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		1 173 350	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(30 969 231)	(28 700 838)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(27 907 918)	(30 969 231)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 363 851	1 235 556
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 318 474	4 841 289
Autres			
▪ Ajustement	3.1		(1 178)
▪ Reclassement immo/propriété destiné à la revente	3.2	489 624	
	4	10 171 949	6 075 667
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	955 249	(340 394)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	918 652	61 292
Revenus reportés	8	14 250	140 747
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	49 100	203 700
Propriétés destinées à la revente	10	(203 850)	
Stocks de fournitures	11	4 615	1 032
Autres actifs non financiers	12	(3 070)	1 698
	13	11 906 895	6 143 742
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(6 908 331)	(8 346 790)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(6 908 331)	(8 346 790)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	1 295 600	1 869 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(3 641 056)	(4 335 658)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(401 147)	4 401 147
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	(2 746 603)	1 934 489
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	2 251 961	(268 559)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	(480 652)	961 257
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		(1 173 350)
Solde redressé	33	(480 652)	(212 093)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 771 309	(480 652)

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Boischatel est constituée selon le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales *par organismes* présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé *consolidé* à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la Municipalité de Boischatel comprend l'ensemble des organismes qui sont sous son contrôle. Même si la Municipalité de Boischatel et ses organismes contrôlés sont des entités juridiques ou organisationnelles distinctes, ils forment ensemble une seule entité économique à des fins de présentation de l'information financière.

Le périmètre comptable ne vise que la présentation de l'information financière. Il ne remet aucunement en cause les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles régissant un organisme incluses dans le périmètre comptable, ni ses règles de gouvernance et de reddition de comptes. L'organisme inclut dans le périmètre comptable conserve le même degré d'autonomie et continue de rendre compte à son conseil d'administration en produisant ses propres états financiers établis selon les normes comptables qui lui sont appropriées.

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la Municipalité de Boischatel et de la Régie d'Assainissement des Eaux Usées de Boischatel, L'Ange-Gardien, Château-Richer. Les états financiers de la régie sont intégrés selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité de Boischatel a adopté la comptabilité d'exercice, tel qu'indiqué au manuel de la présentation de l'information financière municipale.

Selon cette méthode, les revenus et les charges sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fond.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés, sauf dans le cas d'actifs incorporels achetés.

Stocks

Les stocks de fournitures sont comptabilisés comme dépense au fur et à mesure de leur utilisation et le stock à la date du bilan est présenté au moindre du coût et la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations corporelles

Les acquisitions d'immobilisations corporelles sont présentées au coût ou, dans le cas de dons à leur juste valeur au moment où ils sont reçus. L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile estimée selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants :

Ameublement et équipement de bureau	20 %
Bâtiments	2.5 %
Infrastructures	2.5 %
Machinerie, outillage et équipement	10 %
Véhicules	10 %

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service. Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Les revenus de taxes sont constatés lors de la taxation annuelle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluation.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les droits de mutation sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les revenus provenant de services rendus sont comptabilisés lorsque le service est rendu et que l'encaissement est raisonnablement assuré.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : sur la base des données des participants à cette date.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les placements de portefeuille constitués en fonds commun cotés sur un marché actif et les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé de gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Les ententes intermunicipales avec la municipalité de L'Ange-Gardien sont les suivantes :

- fourniture d'un service d'approvisionnement en eau potable; les coûts d'exploitation et d'opération étant répartis selon la consommation réelle et le service de la dette à 36.5 % pour L'Ange-Gardien et 63.5 % pour Boischatel;
- fourniture du service de sécurité incendie dans une proportion de 35 % pour L'Ange-Gardien et 65 % pour Boischatel;
- entente entre Boischatel, L'Ange-Gardien et Château-Richer pour l'acquisition et l'utilisation d'un camion-pompe citerne pour l'incendie partagé en parts égales de 1/3-1/3-1/3.

Un entente intermunicipale avec la Ville de Québec (Beauport) est d'offrir aux citoyens de Boischatel le droit de faire des emprunts de documents aux bibliothèques municipales de Beauport (Québec).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Un nouvelle entente intermunicipale avec la Ville de Sainte-Anne-de-Beaupré concernant les ressources humaines pour l'opération des usines de production d'eau potable.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité de Boischatel, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Revenus (chapitre SP 3400)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du chapitre SP 3400 du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Les modifications contiennent notamment des indications à l'égard de la répartition des revenus entre les opérations avec ou sans contrepartie et des conditions de constatation des revenus.

Dans le cas d'une opération sans contrepartie, le revenu est constaté à la valeur de réalisation lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques en vertu d'un événement passé. Pour les opérations avec contrepartie, le revenu est constaté lorsque chaque obligation de prestation est remplie. L'obligation de prestation est remplie lorsque le payeur a le contrôle des avantages associés aux biens ou services, ce qui peut avoir lieu progressivement ou à un moment précis.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application rétroactive.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

Adoption initiale — actifs incorporels achetés (NOSP-8)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences de la note d'orientation du secteur public (NOSP-8) – actifs incorporels achetés, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. La note d'orientation du secteur public 8 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des actifs incorporels achetés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application rétroactive.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

Adoption initiale — Partenariats public-privé (chapitre SP 3160)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du chapitre SP 3160 – partenariat public-privé du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Le chapitre SP 3160 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des partenariats public-privé.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application rétroactive.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 771 309	138 815
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 771 309	138 815
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	619 467)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 771 309	(480 652)
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	739 674	532 174
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	9 636 261	7 942 449
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	14 985	2 958 394
Organismes municipaux	13	5 296 032	5 334 576
Autres			
▪ autres débiteurs	14.1	1 112 223	986 831
	15	16 799 175	17 754 424
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 068 800	5 331 730
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18	5 046 290	5 103 973
Autres tiers	19		
	20	10 115 090	10 435 703
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	9 438 704	7 601 888
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	182 580	333 900
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	14 977	6 661
	27	9 636 261	7 942 449

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité possède une marge de crédit institutionnelle autorisée de 3 700 000 \$ au taux préférentiel plus 0.25 %, dont la totalité est inutilisée au 31 décembre 2024.

La Municipalité possède également un emprunt bancaire autorisé de 4 422 000 \$, au taux de 0.25 %, dont 422 000 \$ est inutilisé au 31 décembre 2024.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 005 662	275 433
Salaires et avantages sociaux	44	213 369	201 496
Dépôts et retenues de garantie	45	254 599	312 571
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ autres courus et passifs	47.1	1 161 051	894 013
▪ intérêts courus sur la dette à long terme	47.2	337 931	370 447
	48	2 972 612	2 053 960

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	20 134	21 791
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ FRR volet 4	54.1	106 739	140 392
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	542 035	492 475
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Dépôt sur clés	62.1	1 000	1 000
	63	669 908	655 658

Note

	2024	2023
Solde au début	655 658	514 911
Plus : Encaissement de l'exercice	49 560	175 927
Moins : Revenus constatés de l'année	35 310	35 180
Solde à la fin	669 908	655 658

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	5,00	2025	2052	64	38 731 682	41 077 138
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	38 731 682	41 077 138
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	38 731 682	41 077 138

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		3 400 170			3 400 170
2026	74		3 515 512			3 515 512
2027	75		3 389 000			3 389 000
2028	76		3 329 000			3 329 000
2029	77		2 410 000			2 410 000
2030 et plus	78		22 688 000			22 688 000
	79		38 731 682			38 731 682
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		38 731 682			38 731 682

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(104 200)	(55 100)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	(104 200)	(55 100)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	281 300	433 600
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89		
	90	281 300	433 600

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	()(
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	37 311 707	229 716	115 845	37 425 578
Eaux usées	102	26 602 980	293 923	242 394	26 654 509
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	27 187 271	548 004	352 460	27 382 815
Autres					
▪	104.1	12 105 845	689 391	38 981	12 756 255
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	20 718 180	2 970 883		23 689 063
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	4 193 227	1 226 898	117 245	5 302 880
Ameublement et équipement de bureau	109	230 268	32 960	10 864	252 364
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 159 826	161 791	241 548	2 080 069
Terrains	111	4 976 384	751 319	489 623	5 238 080
Autres	112				
	113	135 485 688	6 904 885	1 608 960	140 781 613
Immobilisations en cours	114		3 446		3 446
	115	135 485 688	6 908 331	1 608 960	140 785 059
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	11 669 364	1 196 224	115 845	12 749 743
Eaux usées	117	11 533 772	682 407	242 394	11 973 785
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	8 699 748	790 405	352 461	9 137 692
Autres					
▪	119.1	2 467 666	764 696	38 980	3 193 382
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	8 719 804	1 012 453		9 732 257
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 516 554	456 982	117 244	1 856 292
Ameublement et équipement de bureau	124	93 313	43 854	10 864	126 303
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 002 626	371 453	241 548	1 132 531
Autres	126				
	127	45 702 847	5 318 474	1 119 336	49 901 985
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	89 782 841			90 883 074
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	605 299	401 449
	135	605 299	401 449
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	605 299	401 449

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ frais payés d'avance	143.1	12 682	11 992
▪ Déneigement	143.2	2 380	
Autres			
▪	144.1		
	145	15 062	11 992

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de conventions avec la Société d'habitation du Québec, la Municipalité s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 10 % au déficit d'exploitation de l'Office municipal de Boischatel, ainsi qu'une entente signée le 17 avril 2001 par laquelle la Municipalité verse à l'Office, le premier jour de chaque mois, un montant représentant dix pourcent (10 %) du supplément au loyer que l'Office est tenue de verser conformément à l'entente Office-Manoir Boischatel.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Municipalité s'est engagée, en vertu de contrats pour la fourniture de services suivants :

	<u>2025</u>	<u>2026</u>	<u>2027</u>	<u>2028</u>
Collecte et transport des ordures commerciales	53 061 \$	54 133 \$	55 230 \$	
Nettoyage de puisards	38 743 \$	40 269 \$		
Vêtements de travail	9 765 \$	9 765 \$	9 765 \$	
Services téléphoniques	12 451 \$	12 451 \$	12 451 \$	12 451 \$
Entretien des équipements de réfrigération	8 816 \$	9 170 \$	9 540 \$	
Analyse énergétique de l'aréna	17 200 \$			

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

<u>Description</u>	<u>Montant initial des cautions</u>	<u>Solde des cautionnements</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

s/o

D) Autres

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

Un redressement aux exercices antérieurs a été effectué afin d'inscrire un revenu d'investissement et un compte à recevoir de 1 173 350 \$ supplémentaire en 2023 dans un projet d'investissement puisque les conditions de comptabilisation du revenu de transfert étaient remplies en 2023.

25. Données budgétaires

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	4 400 000	–	–	–	4 400 000
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 596 422	–	–	–	2 596 422
Intérêts courus à payer	337 694	–	–	–	337 694
Dettes	3 373 000	6 877 000	5 739 000	22 688 000	38 677 000
	10 707				46 011 116
	116	6 877 000	5 739 000	22 688 000	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	4401 147	–	–	–	4 401 147
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 641 831	–	–	–	1 641 831
Intérêts courus à payer	370 447	–	–	–	370 447
Dettes	3 314 000	10 028 000	8 940 000	18 702 000	40 984 000
	9 727 425	10 028 000	8 940 000	18 702 000	47 397 425

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixe, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	15 264 993	16 260 967	16 383 318			16 383 318
Compensations tenant lieu de taxes	2	100 291	104 746	104 969			104 969
Quotes-parts	3						
Transferts	4	828 741	996 142	1 003 831		165	1 003 996
Services rendus	5	2 126 720	1 951 227	2 313 559		575	2 314 134
Imposition de droits	6	920 837	667 700	1 252 306			1 252 306
Amendes et pénalités	7	36 137	42 100	31 307			31 307
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	264 776	248 146	348 030		95	348 125
Autres revenus	10	97 829		2 745 393		2 871	2 748 264
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	19 640 324	20 271 028	24 182 713		3 706	24 186 419
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 076 750		1 923 834			1 923 834
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	67 695					
Autres	18	437 288		631 419			631 419
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	2 581 733		2 555 253			2 555 253
	22	22 222 057	20 271 028	26 737 966		3 706	26 741 672
Charges							
Administration générale	23	1 942 587	2 047 258	1 994 647	113 487	54 576	2 162 710
Sécurité publique	24	2 563 952	2 802 951	2 874 511	232 167		3 106 678
Transport	25	3 789 868	3 995 389	3 850 776	1 614 495		5 465 271
Hygiène du milieu	26	2 710 181	2 907 641	2 763 605	1 672 331	97 256	4 533 192
Santé et bien-être	27	10 777	16 000	13 585			13 585
Aménagement, urbanisme et développement	28	626 585	764 282	990 689	13 008		1 003 697
Loisirs et culture	29	3 033 181	3 524 264	3 341 920	1 431 861		4 773 781
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 578 326	1 388 469	1 318 093		814	1 318 907
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	4 600 919	4 578 844	5 077 349 (	5 077 349)		
	34	20 856 376	22 025 098	22 225 175		152 646	22 377 821
Excédent (déficit) lié aux activités	35	1 365 681	(1 754 070)	4 512 791		(148 940)	4 363 851

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 365 681	(1 754 070)	4 512 791	(148 940)	4 363 851
Moins : revenus d'investissement	2	(2 581 733)	()	(2 555 253)	()	(2 555 253)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 216 052)	(1 754 070)	1 957 538	(148 940)	1 808 598
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	4 600 919	4 578 844	5 077 349	241 125	5 318 474
Produit de cession	5	121 500				
(Gain) perte sur cession	6	(97 829)				
Réduction de valeur / Reclassement	7			489 624		489 624
	8	4 624 590	4 578 844	5 566 973	241 125	5 808 098
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9			326 177		326 177
Réduction de valeur / Reclassement	10			(489 624)		(489 624)
	11			(163 447)		(163 447)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 360 644)	(2 540 716)	(2 826 446)	(33 211)	(2 859 657)
	18	(3 360 644)	(2 540 716)	(2 826 446)	(33 211)	(2 859 657)
Affectations						
Activités d'investissement	19	()	()	(40 402)	(39 692)	(80 094)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	728 475		84 323		84 323
Excédent de fonctionnement affecté	21	15 570		5 897	3 143	9 040
Réserves financières et fonds réservés	22	166 831	(284 058)	(546 603)	14 958	(531 645)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	910 876	(284 058)	(496 785)	(21 591)	(518 376)
	26	2 174 822	1 754 070	2 080 295	186 323	2 266 618
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	958 770		4 037 833	37 383	4 075 216

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 581 733	2 555 253		2 555 253
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	53 961)(	32 960)(	) (	32 960)
Sécurité publique	3 (	35 136)(	71 505)(	) (	71 505)
Transport	4 (	3 333 424)(	4 294 075)(	) (	4 294 075)
Hygiène du milieu	5 (	1 383 551)(	1 523 188)(	43 138)(	1 566 326)
Santé et bien-être	6 () () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	50 329)() () ()
Loisirs et culture	8 (	3 437 160)(	943 465)(	) (	943 465)
Réseau d'électricité	9 () () () ()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 () () () ()
	11 (	8 293 561)(	6 865 193)(	43 138)(	6 908 331)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	40 402)(	) (	40 402)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 () () () ()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	728 615	834 816		834 816
Affectations					
Activités de fonctionnement	15		40 402	39 692	80 094
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	325 498			
Excédent de fonctionnement affecté	17		387 945		387 945
Réserves financières et fonds réservés	18	1 626 398	(760)		(760)
	19	1 951 896	427 587	39 692	467 279
	20	(5 613 050)	(5 643 192)	(3 446)	(5 646 638)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(3 031 317)	(3 087 939)	(3 446)	(3 091 385)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24			
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		1 633 123	138 186	1 771 309
Débiteurs (note 5)	2	17 735 609	16 768 499	30 676	16 799 175
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	17 735 609	18 401 622	168 862	18 570 484
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	619 467			
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 401 147	4 000 000		4 000 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 012 278	2 934 116	38 496	2 972 612
Revenus reportés (note 11)	12	655 658	669 908		669 908
Dette à long terme (note 12)	13	40 984 000	38 677 000	54 682	38 731 682
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	55 100	104 200		104 200
Autres passifs (note 14)	15				
	16	48 727 650	46 385 224	93 178	46 478 402
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(30 992 041)	(27 983 602)	75 684	(27 907 918)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	86 473 133	87 771 354	3 111 720	90 883 074
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	401 449	605 299		605 299
Stocks de fournitures	20	203 940	206 222	9 930	216 152
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22			15 062	15 062
	23	87 078 522	88 582 875	3 136 712	91 719 587
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 911 704	5 882 564	129 073	6 011 637
Excédent de fonctionnement affecté	25	347 444	40 450	1 569	42 019
Réserves financières et fonds réservés	26	872 548	1 419 910	28 161	1 448 071
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	104 200) (	) (	104 200)
Financement des investissements en cours	28	(3 366 255)	(6 454 193)	(3 446)	(6 457 639)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	56 321 040	59 814 742	3 057 039	62 871 781
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	56 086 481	60 599 273	3 212 396	63 811 669
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	5 518 540	5 197 403	5 308 570	4 873 748
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	1 134 381	1 128 298	1 152 896	1 210 072
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6	863 110	1 256 385	1 256 385	900 809
Autres services	7	1 691 012	1 690 205	1 690 205	1 616 743
Autres biens et services	8	5 111 703	4 814 820	5 344 362	4 804 228
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 163 086	1 065 053	1 065 633	1 441 598
D'autres organismes municipaux	10	44 644	39 214	39 214	34 488
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	160 089	201 416	201 581	95 533
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	20 650	12 410	12 479	8 206
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 635 607	1 645 962	891 293	1 529 699
Transferts	15				
Autres	16				68 065
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	91 932	78 288	78 288	78 836
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	4 578 844	5 077 349	5 318 474	4 841 289
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1	11 500	18 372	18 441	11 965
	22	22 025 098	22 225 175	22 377 821	21 515 279

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 011 637	2 026 196
Excédent de fonctionnement affecté	2	42 019	352 156
Réserves financières et fonds réservés	3	1 448 071	892 866
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	104 200)()
Financement des investissements en cours	5	(6 457 639)	(3 366 255)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	62 871 781	59 542 855
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	63 811 669	59 447 818
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 882 564	1 911 704
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	129 073	114 492
	11	6 011 637	2 026 196
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Travaux non terminés	12.1	40 450	347 444
	13	40 450	347 444
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Affectés aux infrastructures	14.1	1 569	4 712
	15	1 569	4 712
	16	42 019	352 156

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1	261 187	278 100
	18	261 187	278 100
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	437 416	221 351
Organismes contrôlés et partenariats	22	20 186	12 343
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	650 957	307 247
Organismes contrôlés et partenariats	24	7 975	7 975
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	70 350	65 850
Autres			
▪	30.1		
	31	1 186 884	614 766
	32	1 448 071	892 866

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪ Passif régime de retraite	43.1 (	104 200)(
	44 (	104 200)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	104 200)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65 (	6 457 639)(	3 366 255)
	66	(6 457 639)	(3 366 255)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	90 883 074	89 782 841
Propriétés destinées à la revente	68	605 299	401 449
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	91 488 373	90 184 290
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	91 488 373	90 184 290
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	38 731 682)(	41 077 138)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 ())
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	10 115 090	10 435 703
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	28 616 592)(	30 641 435)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (	28 616 592)(	30 641 435)
	83	62 871 781	59 542 855

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(55 100)	148 600
Charge de l'exercice	4 (	281 300)(	433 600)
Cotisations versées par l'employeur	5	232 200	229 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(104 200)	(55 100)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	8 140 300	7 467 600
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	7 470 100)(	6 889 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	670 200	578 200
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(104 200)	(55 100)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	566 000	523 100
Provision pour moins-value	12 (	670 200)(	578 200)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(104 200)	(55 100)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	432 500	435 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	432 500	435 400
Cotisations salariales des employés	21 (	225 700)(	227 300)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()()
	23	206 800	208 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	18 600	29 500
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	92 000	217 600
Autres	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	317 400	455 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	424 600	376 500
Rendement espéré des actifs	32 (	460 700)(	398 100)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(36 100)	(21 600)
Charge de l'exercice	34	281 300	433 600

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	503 700	482 200
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	460 700)(	398 100)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	43 000	84 100
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39	288 900	213 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,10 %	5,80 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,10 %	5,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,95 %	2,85 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	14 581 677	14 689 556	14 689 556	13 677 066
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	14 581 677	14 689 556	14 689 556	13 677 066
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	652 049	648 256	648 256	609 664
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	957 950	968 689	968 689	907 578
Autres					
▪ bail et fosses septiques	16.1	3 881	3 598	3 598	3 867
Centres d'urgence 9-1-1	17	35 000	42 809	42 809	36 519
Service de la dette	18	30 410	30 410	30 410	30 299
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	1 679 290	1 693 762	1 693 762	1 587 927
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	1 679 290	1 693 762	1 693 762	1 587 927
	27	16 260 967	16 383 318	16 383 318	15 264 993

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	1 382	590	590	1 316
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	31	8 800	8 825	8 825	8 388
Cégeps et universités	32				
Écoles primaires et secondaires	33	80 415	80 758	80 758	76 586
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34	6 000	6 000	6 000	6 240
	35	96 597	96 173	96 173	92 530
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	36	8 149	8 796	8 796	7 761
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39	8 149	8 796	8 796	7 761
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	40				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	41				
	42				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43				
Autres	44				
	45				
	46	104 746	104 969	104 969	100 291

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51	2 866	2 866	
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53			
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56	228 337	316 960	261 613
Transport adapté	57	183 437	157 729	261 064
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			133 536
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65		165	231
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	75				
Autres	76				
Sécurité du revenu	77				
Autres	78				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	79	31 602	33 653	33 653	9 443
Rénovation urbaine	80				
Promotion et développement économique	81				
Autres	82				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	83	15 000			
Activités culturelles					
Bibliothèques	84				
Autres	85				
Réseau d'électricité	86				
	87	458 376	511 208	511 373	665 887

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	1 923 834	1 923 834	17 235
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			430 500
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			430 500
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			25 165
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			1 173 350
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	1 923 834	1 923 834	2 076 750

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	80 000		27 530
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	457 766	492 623	492 623
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			135 555
Autres	138			
	139	537 766	492 623	492 623
TOTAL DES TRANSFERTS	140	996 142	2 927 665	2 905 722

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffes et application de la loi	141		(13 141)	(13 141)	
Évaluation	142				
Autres	143				
	144		(13 141)	(13 141)	
Sécurité publique					
Police	145	1	1	1	1
Sécurité incendie					
Premiers répondants	146				
Autres	147	444 231	461 618	461 618	393 028
Sécurité civile	148				
Autres	149				
	150	444 232	461 619	461 619	393 029
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	151				
Enlèvement de la neige	152				
Autres	153				
Transport collectif	154	68 709	178 185	178 185	214 426
Autres	155				
	156	68 709	178 185	178 185	214 426
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	298 208	236 734	236 734	287 161
Réseau de distribution de l'eau potable	158				
Traitement des eaux usées	159		886	1 461	
Réseaux d'égout	160				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	161				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	162				
Tri et conditionnement	163				
Autres	164				
Autres	165				
Cours d'eau	166				
Protection de l'environnement	167				
Autres	168				
	169	298 208	237 620	238 195	287 161

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174	20 715	30 784	30 784
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178	20 715	30 784	30 784
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	59 431	65 660	65 660
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181	5 000	5 000	5 000
	182	64 431	70 660	70 660
Réseau d'électricité	183			
	184	896 295	965 727	966 302
				965 018

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	92 000	105 916	105 916
	188	92 000	105 916	105 916
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	5 000	2 888	2 888
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	5 000	2 888	2 888
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	10 000	44 189	44 189
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198	13 958	64 153	64 153
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	23 958	108 342	108 342
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	15 000	48 340	48 340
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210	13 000	14 423	14 423
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	28 000	62 763	62 763
				26 761

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	905 974	1 067 923	1 067 923
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	905 974	1 067 923	1 067 923
Réseau d'électricité	229			
	230	1 054 932	1 347 832	1 347 832
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 951 227	2 313 559	2 314 134
				2 126 720

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	232	50 000	90 097	90 097	56 568
Droits de mutation immobilière	233	600 000	1 144 285	1 144 285	846 654
Droits sur les carrières et sablières	234				
Autres	235	17 700	17 924	17 924	17 615
	236	667 700	1 252 306	1 252 306	920 837
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	237	42 100	31 307	31 307	36 137
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	239	248 146	348 030	348 125	264 913
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240				97 829
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		2 745 393	2 745 393	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243				
Contributions des promoteurs	244				67 695
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245				
Contributions des organismes municipaux	246				
Autres contributions	247		614 464	614 464	
Redevances réglementaires	248				
Autres	249		16 955	19 826	439 840
	250		3 376 812	3 379 683	605 364
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	372 239	343 836		343 836	349 783	349 271
Greffé et application de la loi	2	318 639	302 545		302 545	302 545	306 350
Gestion financière et administrative	3	917 201	886 759	113 487	1 000 246	1 022 453	1 010 937
Évaluation	4	216 675	217 348		217 348	217 348	215 399
Gestion du personnel	5	222 504	244 159		244 159	244 159	191 310
Autres							
▪ Autres	6.1					26 422	25 516
	7	2 047 258	1 994 647	113 487	2 108 134	2 162 710	2 098 783
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 691 012	1 690 205		1 690 205	1 690 205	1 615 966
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	1 051 479	1 132 592	232 167	1 364 759	1 364 759	1 130 762
Sécurité civile	11	3 791	1 861		1 861	1 861	1 556
Autres	12	56 669	49 853		49 853	49 853	48 583
	13	2 802 951	2 874 511	232 167	3 106 678	3 106 678	2 796 867
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 517 632	1 327 641	1 420 762	2 748 403	2 748 403	2 720 274
Enlèvement de la neige	15	1 416 457	1 077 402	170 262	1 247 664	1 247 664	1 467 251
Éclairage des rues	16	107 729	121 668	23 471	145 139	145 139	152 693
Circulation et stationnement	17	79 962	57 040		57 040	57 040	72 660
Transport collectif							
Transport en commun	18	863 110	1 256 385		1 256 385	1 256 385	900 809
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	10 499	10 640		10 640	10 640	9 851
	22	3 995 389	3 850 776	1 614 495	5 465 271	5 465 271	5 323 538

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	650 913	534 909	795 907	1 330 816	1 330 816	1 520 652
Réseau de distribution de l'eau potable	24	188 938	178 894	409 901	588 795	588 795	571 639
Traitement des eaux usées	25	754 669	754 669	14 022	768 691	865 947	1 345 051
Réseaux d'égout	26	275 553	241 516	452 501	694 017	694 017	662 579
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	377 510	374 052		374 052	374 052	352 076
Élimination	28	346 949	349 664		349 664	349 664	317 698
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	34 524	34 524		34 524	34 524	54 420
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	111 448	122 009		122 009	122 009	
Traitement	32						
Matériaux secs	33	167 137	173 368		173 368	173 368	136 634
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	2 907 641	2 763 605	1 672 331	4 435 936	4 533 192	4 960 749
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	16 000	13 585		13 585	13 585	10 777
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44						
	45	16 000	13 585		13 585	13 585	10 777

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2024	2023	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	516 277	516 925	13 008	529 933	529 933	472 136
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	140 005	139 109		139 109	139 109	150 001
Tourisme	50						
Autres	51						
Autres	52	108 000	334 655		334 655	334 655	7 390
	53	764 282	990 689	13 008	1 003 697	1 003 697	629 527
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	888 259	885 133	1 043 621	1 928 754	1 928 754	1 583 330
Patinoires intérieures et extérieures	55	940 547	895 238	329 401	1 224 639	1 224 639	1 098 189
Piscines, plages et ports de plaisance	56	221 970	227 158		227 158	227 158	222 822
Parcs et terrains de jeux	57	1 011 731	928 768		928 768	928 768	758 960
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	264 702	260 885		260 885	260 885	239 514
Autres	60	98 289	47 888		47 888	47 888	70 605
	61	3 425 498	3 245 070	1 373 022	4 618 092	4 618 092	3 973 420
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	42 426	40 516	58 839	99 355	99 355	86 231
Bibliothèques	63	56 340	56 334		56 334	56 334	55 562
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66						
	67	98 766	96 850	58 839	155 689	155 689	141 793
	68	3 524 264	3 341 920	1 431 861	4 773 781	4 773 781	4 115 213

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 302 133	1 278 172		1 278 172	1 278 917	1 273 754
Autres frais	71	65 686	27 511		27 511	27 511	297 865
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72		(36 100)		(36 100)	(36 100)	(21 600)
Autres	73	20 650	48 510		48 510	48 579	29 806
	74	1 388 469	1 318 093		1 318 093	1 318 907	1 579 825
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	4 578 844	5 077 349 (	5 077 349)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	158 445	158 445	671 054
Usines de traitement de l'eau potable	2	71 271	71 271	706
Usines et bassins d'épuration	3		43 138	47 762
Conduites d'égout	4	254 231	254 231	711 790
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	548 004	548 004	2 263 394
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	640 131	640 131	2 849 120
Autres infrastructures	11	49 260	49 260	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 970 883	2 970 883	292 581
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 226 898	1 226 898	232 215
Ameublement et équipement de bureau	18	32 960	32 960	53 961
Machinerie, outillage et équipement divers	19	161 791	161 791	402 598
Terrains	20	751 319	751 319	821 609
Autres	21			
	22	6 865 193	6 908 331	8 346 790

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	158 445	158 445	671 054
Usines de traitement de l'eau potable	2	71 271	71 271	706
Usines et bassins d'épuration	3		43 138	47 762
Conduites d'égout	4	254 231	254 231	711 790
Autres infrastructures	5	1 237 395	1 237 395	5 112 514
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	5 143 851	5 143 851	1 802 964
	12	6 865 193	6 908 331	8 346 790

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	112 086		17 073	95 013
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	30 529 349	834 816	2 842 586	28 521 579
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	30 641 435	834 816	2 859 659	28 616 592
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 331 730		262 930	5 068 800
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11	5 103 973	460 784	518 467	5 046 290
Autres tiers	12				
	13	10 435 703	460 784	781 397	10 115 090
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	10 435 703	460 784	781 397	10 115 090
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	10 435 703	460 784	781 397	10 115 090
	19	41 077 138	1 295 600	3 641 056	38 731 682
Dette en cours de refinancement	20 ())
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	41 077 138	1 295 600	3 641 056	38 731 682

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	38 677 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	6 454 193
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	650 957
Débiteurs	8	10 115 090
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	34 365 146
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	54 682
Endettement net à long terme	14	34 419 828
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	53 101
Communauté métropolitaine	16	7 017
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	34 479 946
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	34 479 946
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale					
Greffé et application de la loi	1				
Évaluation	2	212 675	212 675	212 675	215 399
Autres	3	228 391	228 391	228 391	228 157
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	15 137	15 138	15 138	10 878
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	754 669	754 669		725 794
Matières résiduelles	12	145 872	156 483	156 483	54 345
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	83 518	83 267	83 267	90 373
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	139 005	139 005	139 005	149 191
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	56 340	56 334	56 334	55 562
Réseau d'électricité	24				
	25	1 635 607	1 645 962	891 293	1 529 699

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 865 193	8 293 561
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 865 193	8 293 561

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	15,73	35,00	28 637,00	1 619 938	384 588	2 004 526
Professionnels	2	5,42	35,00	9 868,00	312 676	71 864	384 540
Cols blancs	3	17,60	35,00	32 030,00	773 789	168 917	942 706
Cols bleus	4	33,42	40,00	69 512,00	1 850 964	416 030	2 266 994
Policiers	5						
Pompiers	6	5,56	35,00	10 122,00	410 621	46 145	456 766
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	77,73		150 169,00	4 967 988	1 087 544	6 055 532
Élus	9	7,00			229 415	40 754	270 169
	10	84,73			5 197 403	1 128 298	6 325 701

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	474 689				474 689
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	529 142	1 923 834			2 452 976
	7	1 003 831	1 923 834			2 927 665

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	11 344	16 817
	4	11 344	16 817
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	23 092	27 909
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	23 092	27 909
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	422 839	522 423
Enlèvement de la neige	12	17 828	22 017
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	440 667	544 440
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	236 153	291 764
Réseau de distribution de l'eau potable	18	151 817	178 483
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	142 322	165 882
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	13 158	
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	543 450	636 129
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	(2 480)	(1 291)
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	(2 480)	(1 291)
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	302 020	354 322
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	302 020	354 322
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 318 093	1 578 326

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Benoit Bouchard	1.1	Maire	55 167	19 422	12 252	
Daniel Morin	1.2	Maire suppléant	18 338	9 169	2 582	1 273
Lynne Colquhoun	1.3	Conseiller	15 792	7 896		
Vincent Guillot	1.4	Conseiller	15 792	7 896		
Jean-François Paradis	1.5	Conseiller	15 792	7 896		
Marie-Pierre Labelle	1.6	Conseiller	15 792	7 896		
Martine Giroux	1.7	Conseiller	15 792	7 896	2 582	1 273

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 450 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 49 560 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 75 432 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☒ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC de la Côte-de-Beaupré- Durée indéterminée

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?

65 ☐ ☒

Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?

66 ☐ ☐

Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024

67 _____ \$

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024

68 _____ \$

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

69 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

70 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

71 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

72 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

73 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

74 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

75 _____ \$

Systèmes de drainage

76 _____ \$

Abords de routes

77 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

78 _____ \$

- b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

79 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

80 _____ \$

- c) Total des frais encourus admissibles

81 _____ \$

- d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :

- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 2019-10-252

b) Date d'adoption de la résolution

86 2019-10-07

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 619

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 305

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI

NON

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-02

Nom du signataire : Sophie Antaya

Fonction du signataire : Directrice générale et trésorière

Date de transmission au Ministère : 2025-06-03

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-03 12:29

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	19 640 324	20 271 028	24 182 713	3 706	24 186 419
Investissement	2	2 581 733		2 555 253		2 555 253
	3	22 222 057	20 271 028	26 737 966	3 706	26 741 672
Charges	4	20 856 376	22 025 098	22 225 175	152 646	22 377 821
Excédent (déficit) lié aux activités	5	1 365 681	(1 754 070)	4 512 791	(148 940)	4 363 851
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 581 733)(	) (	2 555 253)(	) (	2 555 253)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 216 052)	(1 754 070)	1 957 538	(148 940)	1 808 598
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 600 919	4 578 844	5 077 349	241 125	5 318 474
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 360 644)(	2 540 716)(	2 826 446)(	33 211)(	2 859 657)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	) (	) (	40 402)(	39 692)(	80 094)
Excédent (déficit) accumulé	12	910 876	(284 058)	(456 383)	18 101	(438 282)
Autres éléments de conciliation	13	23 671		326 177		326 177
	14	2 174 822	1 754 070	2 080 295	186 323	2 266 618
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	958 770		4 037 833	37 383	4 075 216

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1		1 633 123	1 771 309
Débiteurs	2	17 735 609	16 768 499	16 799 175
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			
Autres	5			
	6	17 735 609	18 401 622	18 570 484
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7	619 467		480 652
Emprunts temporaires	8	4 401 147	4 000 000	4 401 147
Créditeurs et charges à payer	9	2 012 278	2 934 116	2 972 612
Revenus reportés	10	655 658	669 908	669 908
Dette à long terme	11	40 984 000	38 677 000	38 731 682
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	55 100	104 200	104 200
Autres	13			55 100
	14	48 727 650	46 385 224	46 478 402
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(30 992 041)	(27 983 602)	(27 907 918)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	86 473 133	87 771 354	90 883 074
Autres	17	605 389	811 521	836 513
	18	87 078 522	88 582 875	91 719 587
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	1 911 704	5 882 564	6 011 637
Excédent de fonctionnement affecté	20	347 444	40 450	42 019
Réserves financières et fonds réservés	21	872 548	1 419 910	1 448 071
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	)(	104 200)(	104 200)(
Financement des investissements en cours	23	(3 366 255)	(6 454 193)	(6 457 639)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	56 321 040	59 814 742	62 871 781
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	56 086 481	60 599 273	63 811 669

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Travaux non terminés	1.1	40 450	347 444
	2	40 450	347 444
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	1 569	4 712
	4	42 019	352 156
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1	261 187	278 100
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	437 416	221 351
Organismes contrôlés et partenariats	8	20 186	12 343
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	650 957	307 247
Organismes contrôlés et partenariats	10	7 975	7 975
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	70 350	65 850
Autres			
▪	14.1		
	15	1 448 071	892 866
	16	1 490 090	1 245 022

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	34 365 146
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	34 479 946
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	28 521 579	30 529 349
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	95 013	112 086
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	5 068 800	5 331 730
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	5 046 290	5 103 973
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	38 731 682	41 077 138

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	15 264 993	16 260 967	16 383 318	16 383 318
Compensations tenant lieu de taxes	13	100 291	104 746	104 969	104 969
Quotes-parts	14				
Transferts	15	828 741	996 142	1 003 831	1 003 996
Services rendus	16	2 126 720	1 951 227	2 313 559	2 314 134
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	956 974	709 800	1 283 613	1 283 613
Autres	18	362 605	248 146	3 093 423	3 096 389
	19	19 640 324	20 271 028	24 182 713	24 186 419
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	2 076 750		1 923 834	1 923 834
Autres	23	504 983		631 419	631 419
	24	2 581 733		2 555 253	2 555 253
	25	22 222 057	20 271 028	26 737 966	26 741 672

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	2 047 258	1 994 647	113 487	2 108 134	2 162 710	2 098 783
Sécurité publique							
Police	2	1 691 012	1 690 205		1 690 205	1 690 205	1 615 966
Sécurité incendie	3	1 051 479	1 132 592	232 167	1 364 759	1 364 759	1 130 762
Autres	4	60 460	51 714		51 714	51 714	50 139
Transport							
Réseau routier	5	3 121 780	2 583 751	1 614 495	4 198 246	4 198 246	4 412 878
Transport collectif	6	863 110	1 256 385		1 256 385	1 256 385	900 809
Autres	7	10 499	10 640		10 640	10 640	9 851
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 870 073	1 709 988	1 672 331	3 382 319	3 479 575	4 099 921
Matières résiduelles	9	1 037 568	1 053 617		1 053 617	1 053 617	860 828
Autres	10						
Santé et bien-être	11	16 000	13 585		13 585	13 585	10 777
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	516 277	516 925	13 008	529 933	529 933	472 136
Promotion et développement économique	13	140 005	139 109		139 109	139 109	150 001
Autres	14	108 000	334 655		334 655	334 655	7 390
Loisirs et culture	15	3 524 264	3 341 920	1 431 861	4 773 781	4 773 781	4 115 213
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 388 469	1 318 093		1 318 093	1 318 907	1 579 825
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	17 446 254	17 147 826	5 077 349	22 225 175	22 377 821	21 515 279
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	4 578 844	5 077 349 (	5 077 349)			
	21	22 025 098	22 225 175		22 225 175	22 377 821	21 515 279

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 581 733	2 555 253		2 555 253
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	8 293 561)(	6 865 193)(	43 138)(	6 908 331)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)(	40 402)(	)(	40 402)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	728 615	834 816		834 816
Affectations					
Activités de fonctionnement	5		40 402	39 692	80 094
Excédent accumulé	6	1 951 896	387 185		387 185
	7	(5 613 050)	(5 643 192)	(3 446)	(5 646 638)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(3 031 317)	(3 087 939)	(3 446)	(3 091 385)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14